

ENJEU SÉCURITÉ - Réel criminel en France et galéjades préfectorales

CHAQUE fois qu'on leur donne la parole, les français crient leur inquiétude, voire leur fureur, sur l'insécurité qui les accable ; ce, à tout journal ou Institut de sondage ; cette variété de sources et d'acteurs ayant valeur de référendum.

Bref rappel (*Le Figaro-Odoxa*, 27/11/2025) "Êtes-vous satisfaits des contrôles & arrestations de trafiquants de stupéfiants" ? NON, 73%... "Des fermetures des points de deal" ? NON, 76% (Non à 69% fin 2024...). "Ressez-vous de l'insécurité de par ces trafics" (villes moyennes...) OUI, 66%. "Faites-vous plus ou moins confiance au gouvernement pour assurer la sécurité" (délinquance, cambriolages et agressions) MOINS, 77% ! Toujours plus de territoires hors-contrôle de l'État, OUI, 84% !! Sondages avant les municipales, décembre 2025-janvier 2026, (*La Dépêche, Ouest-France, Sud-Ouest*, etc.) : enjeux des élections à venir ? La sécurité, *PARTOUT* en première ou 2e position. Résumant cent réflexions de sondés, un habitant d'une zone criminalisée de Brest : "Ça ne s'arrête jamais... Rien ne change ou en pire... Tout est gâché par les trafics, les dealers"...

Réaction officielle à cette énorme et inquiète colère : comme toujours, **édulcorer le réel criminel**, grâce à la complicité de médias dits "d'information". Dernière vague de propagande-tisane calmante, les usuelles conférences des préfets présentant, vers la mi-février 2026, les résultats de leur "lutte contre la délinquance", dans leur département.

Lire les comptes-rendus de ces présentations dans les médias locaux, c'est feuilleter le catalogue officiel des cent façons de brouiller les pistes, noyer le poisson, amuser ou abuser le chaland. Sans que jamais, les journalistes n'adressent aux préfets nulle critique, même légère, devant des bobards éhontés : toute parole préfectorale étant reçue prosternée, puis reproduite sans hésitation ni murmure.

Prenons comme échantillon dix départements de métropole : Côtes d'Armor (22) ; Haute-Garonne (31), Loire (49), Nièvre (58), Nord (59), Oise (60), Seine-Maritime (76), Tarn (81), Vendée (85), Yonne (89), vérification faite des statistiques de l'Intérieur. Or hormis pour les Côtes d'Armor dont le journal local titre "Délinquance, cambriolages, drogue, tout s'accélère", le reste édulcore tant et plus. Il faut dire que pour les Côtes d'Armor, l'explosion criminelle est ardue à balayer sous le tapis : homicides (sur 2024) plus ±54% ; tentatives, + ±18% ; vols avec arme et agressions physiques + ±12%.

Comment se fait l'édulcoration-évaporation du réel criminel ? Les Français s'inquiètent de leur SÉ-CU-RI-TÉ, en ont assez d'être agressés ; d'entendre des tirs d'armes de guerre dans leur coin, cas hélas fréquent (Sondage précité "Là où vous vivez, les armes sont-elles TRÈS présentes, OUI, 11% ; PLUTÔT présentes, OUI, 24%" - 36% des gens vivent avec des bandits armés pas loin de chez eux) ; de même détestent-ils être cambriolés.

Comment escamoter cela ? Pour ce faire, M. le préfet parle (abondamment) d'autre chose. D'abord, des accidents de la route ; phénomène grave mais privé de toute dimension collective et concertée, à l'inverse du crime organisé. Tout accident routier est le fait d'un individu en tort : ivre ou inconscient ; à l'échelle de la France, tous ces individus ne forment ni une bande, ni la DZ Mafia ; qui plus est, à *epsilon* près, leur nombre diminue depuis un demi-siècle ; là n'est pas l'angoisse des Français.

Second édulcorant : les préfets vantent l'action de leurs forces de sécurité, ou "Infractions relevées par l'action des services", IRAS ; comme les contraventions aux drogués pris sur un point de deal. Que policiers et gendarmes fassent leur boulot est certes satisfaisant, mais ne dit RIEN du péril criminel qui inquiète les Français : combien d'homicides et tentatives, d'agressions physiques ou de logements cambriolés ; aussi, de boutiques, bureaux, fermes, mairies ou locaux divers ?

Donner aux Français le nombre précis et réel de ces infractions sur plusieurs années, avec les progressions ou reculs ; la variation des taux d'élucidation de ces délits ou crimes par les forces de sécurité, est le SEUL baromètre sérieux dont ont besoin les Français et leurs élus. Si on leur donne, ils sont assez grands pour juger de l'efficacité de leur appareil d'État.

Or pendant que les préfets amusent la galerie avec les froissements de tôles et IRAS ; ce en pur dialecte d'énarque, où "marge de progression" signifie après décodage, plantage partiel et "résultats contrastés", catastrophe ; ils **camouflent le réel criminel** de leur département ; des journalistes peu curieux n'en donnant pas plus à leurs lecteurs.

Faisons-le à leur place ; avec bien sûr les données occultées par l'Intérieur (sur 2024) :

Haute-Garonne (31) : homicides, + ±33%, tentatives, + ±13% ; violences physiques hors famille, + 6,4% ; vols violents sans arme, + 12,4%,

Loire (49) : vols violents sans arme, + 58%,

Nièvre (58) : homicides + tentative, + 50% ; violences physiques hors famille, + 14,5 %,

Nord (59) : homicides, + ±6,5%, tentatives, + 8,6% ; violences hors famille, + 7,6 %,

Oise (60) : tentatives d'homicide, + 48,6%,

Seine-Maritime (76) : violences physiques hors famille, + 7,5%,

Tarn (81) : homicides, + 40% ; tentatives, + ± 89% ; vols avec arme, + 7%,

Vendée (85) : violences physiques hors famille, + 4,6% ; vol avec arme, + 5% ; vols violents sans arme, + ±20%,

Yonne (89) : homicides, + 500% ; tentatives + 137% ; violences physiques hors famille, + 20 % ; vols avec arme, + ±23% ; vols violents sans arme, + 10%. ■